

NORDINE AÏT-HAMOUDA AUX MILITANTS ET SYMPATHISANTS RCD ALGÉRIENS EN FRANCE

«Le changement ne peut venir que des Algériens eux-mêmes»

De réputation, on lui connaissait sa gouaille, son verbe direct et fort, nous avons eu à la vérifier samedi dans les locaux du RCD à Paris, où il était venu débattre avec les militants et sympathisants du RCD, son parti. Nordine Aït-Hamouda, c'est de lui qu'il s'agit, député RCD et vice-président de l'Assemblée nationale, n'a ni mâché ses mots, ni pris des gants, ça n'est définitivement pas le style. A la foule nombreuse venue débattre avec lui (aucune place assise libre, beaucoup l'ont écouté debout) il a promis : «A vous qui allez venir en été dans le pays, je peux vous assurer que cet été, c'est une autre république que vous allez trouver installée.» Et tout au long de l'intervention et du débat, il a expliqué pourquoi et comment il en va «du respect de la couche d'ozone» de nous débarrasser de «ce pouvoir mafieux».

De notre bureau de Paris,
Khedidja Baba-Ahmed

D'entrée de jeu, il désarçonne l'auditoire et annonce que contrairement à ce que l'on pourrait penser, la situation en Algérie est très bonne «elle est même excellente» ajoute-t-il. Comment, en effet, les forces démocratiques ne pourraient pas qualifier ainsi cette situation alors que pour la première fois, dans notre pays, des associations ; des syndicats autonomes et un certain nombre de formations politiques se regroupent ? D'un autre côté, rappelle-t-il, «toute la société, jeunes, femmes, moins jeunes, est en train de bouger».

«Face à des responsables occupés à piller, il est impossible que la situation reste en l'état»

Quant au pouvoir, il vit une bataille de succession qui dure déjà depuis quelques mois «et quand la bataille de succession fait rage, elle laisse des cadavres». Et pour illustrer son propos, il rappelle que «le chef de la police a été assassiné dans son bureau». «Face à des responsables algériens qui ne s'occupent que de ramasser et de piller le pays, il est impossible que la situation reste en l'état.» Quant au soulèvement qui serait à rapprocher avec ce qu'a vécu la Tunisie, le député rappelle alors que ce pays a marché pendant 15 jours, «nous, nous marchons depuis 20 ans». La corruption est bien réelle dans celle de Bouteflika et les siens qui ont volé Sonatrach.» Aucune similitude donc mais un avantage pour l'Algérie, sur la Tunisie : Benali avait préparé sa femme, alors que Bouteflika a préparé son frère, «mais je peux vous l'annoncer aujourd'hui, c'est terminé.»

Ils ont squatté et cassé le pays depuis 1962

Jamais, s'élève encore le député, «l'Algérie n'a été aussi riche avec ses 350 milliards de dollars en banque alors qu'au même moment, les Algériens n'ont été aussi pauvres !» Ce sont des milliards de dollars que ces responsables ont pris et ont même vendu au noir des bateaux de pétrole. Et de citer : Khelil, qui a mis en coupe réglée la Sonatrach et dont l'épouse travaillait dans un grand groupe pétrolier américain ; Madjid Sidi Saïd, ce milliardaire, appelé — quelle paradoxe — non pas le secrétaire général mais le «patron du syndicat» et pour lequel, je promets, je sortirai le dossier dès mon retour à Alger. Et toujours à propos de Sidi Saïd : «Il faudrait, par exemple, qu'il vienne nous expliquer à l'Assemblée, pourquoi Khalifa lui versait 20 000 euros par mois. Nous rendrons publics, d'ailleurs, les noms de tous les responsables et leurs enfants qui ont pris l'argent de Khalifa et les Algériens comprendront alors pour-

constante de ce pouvoir. Sinon, comment expliquer que le frère de Bouteflika, en présence du président et face à la télévision, annonce à Zidane — contre qui je n'ai rien, c'est un bon footballeur français — lui dise "voilà mon numéro de téléphone...". N'est-ce pas du mépris.» Et sur le ton de l'ironie, le député RCD ajoute : «Moi aussi j'aurais bien voulu que Saïd Bouteflika me donne son numéro de téléphone au cas où j'aurais besoin de 100 hectares de terrain ou d'un puits de pétrole à Hassi Messaoud.» «Toujours aussi méprisant, poursuit-il, le pouvoir dit que les gens qui sont sortis dans la rue sont des casseurs et de répondre à ce pouvoir "nous, nous avons cassé durant une semaine, mais c'est vous les casseurs qui avez cassé l'Algérie depuis 1962".»

Le changement ne peut venir que des Algériens eux-mêmes

Quelle aide peut apporter l'extérieur pour que l'on sorte de cette situation ? a demandé un intervenant. Le changement ne peut être, selon lui, que l'œuvre de l'ensemble des Algériens eux-mêmes. «Pourquoi voulez-vous que les gens se battent pour nous, si nous en sommes incapables nous-mêmes ? Si nous en sommes incapables, cela voudra dire que nous sommes colonisables à merci.» Il informera dans la foulée que depuis une semaine, beaucoup de médias français ont demandé à ce qu'il leur parle mais il a refusé. «Je ne leur parlerai pas, je

parle uniquement aux miens, car je ne crois pas que les Occidentaux, quelle que soit d'ailleurs, pour certains d'entre eux, la sympathie qu'ils auraient pour nous, je ne crois pas donc qu'ils vont faire le travail à notre place. Et ce, parce qu'ils ont leurs propres intérêts et c'est compréhensible, ce qui l'est moins, c'est que nos dirigeants ne connaissent pas l'intérêt du pays.» Selon le député, «plus le gouvernement algérien est corrompu, plus cela arrange les puissances occidentales parce qu'un président corrompu est un président qui signe n'importe quoi, qui se met à genoux devant eux». Quant aux questions relatives à l'islamisme, sa présence ou non dans la révolution à venir et la position de l'armée, le député RCD aura en substance cette réponse qui devra animer les actions futures en vue du dégommeage du régime actuel : «Personne ne pourra nous faire croire que le courant islamiste n'existe pas en Algérie.

Il faut intégrer cette donnée, comme il faut intégrer le fait que l'armée a un rôle à jouer mais à cette seule condition et aux seules trois conditions ci-après : en premier lieu, des élections démocratiques avec une surveillance massive par des organisations internationales ; une armée dont le rôle est de défendre la Constitution et de défendre la République, pas d'ingérence donc dans les affaires politiques et c'est enfin à l'armée de veiller à ce que, constitutionnellement, l'on ne se prévale pas d'une religion comme

d'ailleurs d'une région pour sortir du jeu démocratique et prendre le pouvoir au nom de Dieu.

Changer le système a un coût, il faut être prêt à le payer

A plusieurs reprises, et comme message principal en direction des militants RCD et de toute la communauté, Nordine Aït-Hamouda martèlera : «Ces gens du pouvoir doivent partir et pour ce faire, soit, ils acceptent une transition démocratique, sans heurts et sans violence, c'est ce que nous demandons et c'est ce qui serait souhaitable.» Mais il ne les croit pas «capables d'avoir le moindre génie pour laisser le pouvoir ainsi». Aussi, il demande à chacun d'être à l'écoute et d'être vigilant. «Une marche est programmée pour le 12 février par les forces démocratiques qui viennent de se constituer. Il faut relayer cette marche, relayer ce qui se fera dans le pays, et tout se fera dans le pays et pas ailleurs.» Et «à cette génération d'internet que vous êtes», il demandera d'utiliser cet outil précieux pour rendre compte de ce qui se passera et le faire savoir dans le monde entier.

Ensemble et à ces conditions, «nous arriverons à changer le système politique en Algérie et arriver à la deuxième république», même si cela doit se faire dans la douleur et le sacrifice. Très applaudi, le député a dû rester longtemps pour répondre aux uns et aux autres qui voulaient prolonger encore l'échange.

K. B.-A.

LA PROTESTATION S'ACCENTUE DANS PLUSIEURS LOCALITÉS DE LA WILAYA DE BOUIRA

La population en ébullition

Depuis plusieurs semaines, pas un jour ne passe sans que des actions de protestation soient signalées quelque part au niveau de la wilaya de Bouira.

Ces actions se sont multipliées ces derniers jours et à chaque fois, la mal-vie, le chômage et surtout la marginalisation des localités dans les projets de développement sont souvent la cause du courroux des citoyens. Ainsi, pour la seule journée d'hier, pas moins de trois actions et non des moindres sont signalées au niveau de la wilaya.

A Sour-El-Ghozlane, dès la matinée, des dizaines de chômeurs se sont rassemblés devant le siège de la daïra pour protester contre leur marginalisation et dénoncer les agissements du bureau de main-d'œuvre, l'agence locale de l'emploi. Cette agence a été la cible des ces jeunes

chômeurs la semaine dernière et une semaine auparavant, c'est le wali en personne qui avait demandé une enquête sur la manière avec laquelle les responsables de cette antenne octroyaient les postes d'emploi. Depuis, une commission a été installée pour enquêter et c'est sa composante qui est contestée par les jeunes chômeurs. Durant la même journée, une autre action de protestation a été enregistrée dans la commune de Sour-El-Ghozlane où le chômage a atteint des proportions alarmantes alors qu'une cimenterie et un complexe de détergents, ERCC et Enad sont implantés dans cette localité. Et justement, cette deuxième action

d'hier a été menée par les travailleurs de l'Enad qui ont été licenciés il y a de cela plus de 10 mois et qui sont quelque 530 travailleurs à l'être sans aucun recours. Aussi, hier, ils étaient tous là devant le siège de l'Enad à réclamer leur réintégration. D'ailleurs, durant la même journée, un travailleur licencié a failli se suicider en se coupant les veines avec une lame à raser, n'était l'intervention de ces collègues. Après cet acte de désespoir, l'ensemble de ces travailleurs ont convenu de se déplacer vers le siège de la wilaya pour rencontrer le wali. Dans l'après-midi, une délégation représentant ces travailleurs était reçue par ce dernier. Enfin, la troisième action signalée dans la même journée a eu lieu dans la commune de Djebbahia. Des centaines de

jeunes du village de Boulerbah se sont rassemblés devant le siège de l'APC pour protester contre leur marginalisation.

Pour rappel, durant la semaine dernière, plusieurs autres actions ont été menées dans différentes localités et communes et la dernière en date a eu lieu jeudi, à Chorfa où des centaines de citoyens de la localité Togi ont procédé à la fermeture de la RN26 pour dénoncer la marginalisation de leur localité et exiger par la même l'inscription de projets comme que l'AEP, l'assainissement, le gaz naturel et l'éclairage public. Des projets vitaux et élémentaires que des citoyens se voient obligés de recourir à des actions pour les voir inscrits et surtout concrétisés.

Y. Y.

BÉJAÏA

Les syndicats de l'éducation reprennent le chemin de la contestation

La contestation et les mouvements de grève reviennent cette semaine à Béjaïa. La montée au créneau de l'ensemble des syndicats de l'enseignement, tous corps confondus, met en lumière le profond malaise auquel est confronté le secteur de l'éducation à travers la wilaya de Béjaïa.

Après les manifestations lycéennes, il y a quelques jours, c'est au tour des enseignants de désertir les salles de cours pour faire entendre leurs voix. Les deux organisations autonomes de l'éducation, le Cnapest et l'Unpef, ont décidé d'appeler à un arrêt de travail de deux journées pour les 1^{er} et 2 février prochain, suivi d'un rassemblement devant le siège de l'académie de Béjaïa. Le Cnapest entend, pour sa part, protester contre «les

atteintes à la dignité de l'enseignant, la gestion léthargique du secteur de l'éducation de Béjaïa et l'immobilisme des responsables concernés». Les syndicalistes du Cnapest exigent «la régularisation immédiate de toutes les situations pendantes, l'arrêt de l'acharnement et des provocations de la tutelle à l'encontre de l'enseignant».

Tout en s'élevant contre «la gestion anarchique des différents services de la DE», les mécontents de l'Unpef réclament, à travers leur mouvement de protestation, «une commission d'enquête sur la gestion scabreuse et opaque de l'argent des œuvres sociales de la wilaya et le respect des libertés syndicales».

De son côté, le Syndicat d'entreprise des travailleurs de l'éducation de la wilaya de Béjaïa (Sete-WB), affilié à l'UGTA, a aussi lancé un appel

à un débrayage de deux jours, aujourd'hui et demain, appuyé par un regroupement mardi devant le siège de la direction de l'éducation avec comme exigence majeure «le respect des accords conclus avec la tutelle quant à l'assainissement de toutes les situations financières et administratives, ainsi que le règlement de tous les problèmes posés».

Le Sete demande par la même occasion «la réparation des injustices causées à certains corps (intendance, adjoints d'éducation, PEF, MEF, corps communs...) par le biais des différents statuts et régimes indemnitaires les concernant et l'intégration des corps communs et ouvriers professionnels dans le statut de l'éducation», lit-on dans une déclaration rendue publique.

A. Kersani